



REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté - Egalité – Fraternité

Département de l'Hérault

Commune de BAILLARGUES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU CCAS

N° DLP2021-31 - Séance du 12/04/2021

ACTES

7. Finances locales

7.1 Décisions budgétaires

7.1.1. Budgets et comptes

Nombre des membres		
Membres en exercice	Présents	Qui a pris part aux votes
13	7	9

Vote	
Pour	9
Contre	0
Abstention	0

L'an 2021, le 12 avril à 16h00, le conseil d'administration du CCAS de la commune de BAILLARGUES s'est réuni à la salle Cabernet, sous la présidence de Madame Marie-Thérèse AMALVY, Vice-Présidente du CCAS, en session ordinaire. Les convocations individuelles et l'ordre du jour ont été transmis par voie électronique aux membres du conseil d'administration le 08 /04/2021. La convocation et l'ordre du jour ont été affichés au CCAS le 08/04/2021.

Présents :

Marie-Thérèse AMALVY, André TURQUAY, Madeleine SABASTIA, Bernard VIDAL, Michel BAUDOUR, Josiane DEVESA, Brigitte DEMURTAS.

Absents représentés :

Marie-France TEXIER représentée par Brigitte DEMURTAS

Christiane GAUBERT représentée par Madeleine SABASTIA

Absents excusés :

Jean-Luc MEISSONNIER, Alain SOULIER, Hubert FABRITIUS, Bertrand LEENHARDT

Secrétaire de séance :

Emily NOCERA, Directrice du CCAS

N° DLP2021-31 – CCAS : ADOPTION DU BUDGET PRIMITIF

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2311-1 et suivants relatifs à l'adoption du budget,

Vu l'article 107 de la loi n°2015-991 du 07 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République,

Vu l'instruction comptable M14,

Vu la délibération n°2021-23 du 23 mars 2021 portant sur la tenue du Débat d'Orientations Budgétaires de l'exercice 2021,

Vu la délibération n°2021-27 du 12 avril 2021 approuvant le compte de gestion pour l'exercice 2020,

Vu la délibération n°2021-28 du 12 avril 2021 approuvant le compte administratif pour l'exercice 2020,

Vu la délibération n°2021-29 du 12 avril 2021 approuvant l'affectation des résultats 2020,

Marie-Thérèse AMALVY, vice-présidente, rapporte que le budget prévisionnel 2021 du CCAS s'équilibre comme suit :

Section d'investissement : 11 617 311 euros

Section de fonctionnement : 496 036 euros

Il est proposé aux membres du conseil d'administration d'adopter le budget par chapitre selon le détail suivant :

Section de fonctionnement : 496 036€Dépenses

Chapitre 011 – Charges à caractère général :	73 750€
Chapitre 012 – Charges de personnel :	237 450€
Chapitre 65 – Autres charges de gestion courante :	7 600€
Chapitre 66 – Charges financières :	57 250€
Chapitre 042 – Dotations aux amortissements	5 700€
Chapitre 023 – Virement à la section d'investissement	114 286€

Recettes

Chapitre 013 – Atténuations de charges :	10 000€
Chapitre 70 – Produits des services :	2 500€
Chapitre 74 – Dotations et participations :	366 000€
Chapitre 75 – Autres produits de gestion courante	2 450€
Chapitre 76 – Produits financiers :	50€
Chapitre 77 – Produits exceptionnels :	115 036€

Section d'investissement : 11 617 311€Dépenses

Chapitre 001 – Solde exécution section investissement reporté :	352 420€
Chapitre 041 – Solde exécution section investissement reporté :	606 088€
Chapitre 13 – Subvention d'investissement :	1 843 406€
Chapitre 16 – Emprunts en euros :	5 701 093€
Chapitre 20 – Concessions et droits :	10 052€
Chapitre 21 – Immobilisations corporelles :	20 000€
Chapitre 23 – Immobilisation en cours :	3 084 252€

Recettes

Chapitre 10 – Dotations, fonds divers :	169 853€
Chapitre 13 – Subvention d'investissement :	1 124 857€
Chapitre 16 – Emprunt en euros :	158 345€
Chapitre 21 – Immobilisations corporelles :	9 438 182€
Chapitre 040 – Dotations aux amortissements :	5 700€
Chapitre 041 – Opérations patrimoniales :	606 088€
Chapitre 021 – Virement de la section de fonctionnement	114 286€

Le conseil d'administration **ADOpte** le budget 2021 par chapitre selon le détail établi ci-dessus.

Pour extrait conforme,

Le 12/04/2021

La Vice-Présidente,

Marie-Thérèse AMALVY



La présente délibération peut, si elle est contestée dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage ou de sa notification aux intéressés, faire l'objet d'un recours contentieux pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de MONTPELLIER. Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet www.telerecours.fr.

Envoyé en préfecture le 16/04/2021

Reçu en préfecture le 16/04/2021

Affiché le

SLO

ID : 034-213400229-20210412-DLP2021_31-DE